Le transfert des corps des militaires italiens tombés en terre de France

Béatrix Pau

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/5583>

DOI : 10.4000/cdlm.5583

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2010

Pagination : 221-237

ISBN : 2-914561-53-2

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Béatrix Pau, « Le transfert des corps des militaires italiens tombés en terre de France », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 81 | 2010, mis en ligne le 15 juin 2011, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/5583> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.5583>

Le transfert des corps des militaires italiens tombés en terre de France

Béatrix PAU

La guerre finie, l'armistice signé, procéder à l'organisation des dépouilles des militaires victimes de la guerre fut le principal souci de l'Autorité militaire (*sic*)¹.

Dans la continuité des prescriptions prises durant le conflit et face à la pression de l'opinion publique, le royaume d'Italie procéda, dès la cessation des hostilités, aux recherches, exhumations, identifications, ré-inhumations de ses morts. Apparurent alors de nombreux cimetières de guerre, souvent provisoires et parfois mal organisés et entretenus, qui furent réaménagés au cours des années vingt et trente pour devenir des *sacrari*. Dans le même temps, l'Italie, suivant le modèle de la France et des États-Unis entreprit également de restituer à ses frais, aux familles qui les réclamaient, les dépouilles des militaires tombés au champ d'honneur. Ces mesures, dont le but était d'établir l'égalité devant la mort, furent appliquées tant sur le territoire national qu'à l'étranger. À l'issue de la Grande Guerre environ cinq mille militaires italiens étaient inhumés en France, dans des cimetières soit militaires soit civils, tant sur le front qu'à l'arrière posant, *de facto*, la question de l'organisation des sépultures italiennes et celle du rapatriement en Italie, aux frais de l'État, des corps réclamés par leurs familles. En quoi ces opérations demandèrent-elles une organisation rigoureuse ? Comment le royaume d'Italie put-il répondre aux attentes des familles et à leur volonté de récupérer les dépouilles mortelles de leur être cher afin de les inhumer dans le cimetière communal, aux côtés des ancêtres ?

Dès la cessation des combats, l'Italie s'occupa du sort des dépouilles mortelles de ses militaires tombés en France en exhumant, identifiant, regroupant les corps dans les cimetières militaires mais aussi en donnant satisfaction à des familles qui réclamaient les corps. À l'issue de ces opérations, le gouvernement fasciste décida d'aménager définitivement les sépultures italiennes en France.

---

1. « Finita la guerra, firmato l'armistizio, fu cura principale dell'Autorità Militare di provvedere alla sistemazione delle salme dei caduti ». Sistemazione definitiva delle Salme dei Caduti in Guerra. Relazione alla Presidenza del Consiglio dei Ministri, *sine data*. Busta n° 93, anno 1925, Rappresentanza diplomatica Francia, ASD (Archivio Storico Diplomatico).

Des militaires italiens inhumés en terre de France

Les sépultures italiennes en France se trouvaient non seulement dans l'ancienne zone des armées, là où les volontaires garibaldiens (1914 - janvier 1915) et le 2^e corps d'armée italien (1918) s'étaient battus, mais aussi dans l'ancienne zone de l'intérieur, là où avaient été affectés les ouvriers militaires italiens. Ainsi un millier de militaires italiens environ étaient inhumés dans l'ancienne zone de l'intérieur (Lyon, Rennes, Dijon par exemple)². Les sépultures italiennes étaient donc éparpillées sur l'ensemble du territoire français : « de Modane à Bordeaux et de Marseille à Dunkerque »³. Dès la cessation des hostilités, la mission militaire italienne de Paris accepta de s'occuper de l'entretien des tombes. À ce titre elle reçut de nombreuses listes de militaires décédés et des plans topographiques de cimetières⁴.

Afin d'entretenir les sépultures italiennes, le général Albricci, commandant le II^e corps d'armée, après s'être souvenu de l'initiative du consul de Reims d'honorer les tombes des militaires italiens dans le département de la Marne, demanda, le 3 décembre 1918, à l'attaché militaire italien à Paris, de promouvoir des initiatives analogues⁵. Des comités de notables italiens, sous la présidence des consuls, se constituèrent donc dans les régions où se trouvaient des sépultures militaires italiennes. L'ensemble de ces comités constituaient « l'œuvre nationale pour les tombes des soldats d'Italie morts en France ». Au 10 mars 1919 étaient constitués le comité de Nantes (présidé par l'agent consulaire), le comité de Saint-Étienne (présidé par Mateo Reyneri, également président du Comité de secours aux familles des rappelés), le comité des dames italiennes de Lyon (présidé par Evasio Bruno, délégué de la Croix-Rouge), le comité pour la conservation des tombes à Dijon (présidé par de Rocchi), le comité de Cette (Sète), le comité pour le département de la Marne (sous la direction du consul italien à Reims), le comité pour le département de l'Aube (présidé par Salvati). Étaient en voie de constitution les comités de Béziers, Montpellier, Narbonne, Perpignan et Toulouse. La tâche la plus importante et la plus urgente des comités fut de regrouper toutes les sépul-

2. Hubert Heyriès, « La représentation française des garibaldiens en 1914-1915 », dans Jules Maurin et Jean-Charles Jauffret (dir.), *La Grande Guerre 1914-1918, 80 ans d'historiographie et de représentations. Colloque international, Montpellier, 20-21 novembre 1998*, Montpellier, Université de Montpellier, 2002, p. 239-264 ; *idem*, « Les Garibaldiens en Argonne », dans François Cochet (dir.), *Les batailles de la Marne, de l'Ourcq à Verdun (1914-1918)*, Actes du Colloque « Batailles emblématiques, combats oubliés » tenu à Reims et Verdun les 6 et 7 mai 2004, Paris, 14-18 Éditions, 2004, p. 287-298 ; *idem*, *Les Garibaldiens de 14, Splendeurs et misère des Chemises rouges en France de la Grande Guerre à la seconde guerre mondiale*, Nice, Serre éditeur 2006 ; Giorgio Rochat, « Les Italiens dans la deuxième Marne », dans François Cochet (dir.), *Les batailles de la Marne, op. cit.*, p. 223-236.

3. Relazione n° 919 dell'addetto militare sulla sistemazione dei cimiteri e tombe italiani sepolti in Francia al ministero della Guerra, 3 juin 1920. Busta n° 38, fascicolo 5, Rappresentanza diplomatica Francia, ASD.

4. Nota n° 210 del comando del II° corpo d'armata al comando della brigata mista. Dossier « Sistemazione delle salme inumati in Francia », L3 262, AUSSME (Archivio dell'Ufficio Storico dello Stato Maggiore dell'Esercito).

5. Nota sull'Opera nazionale per le tombe dei soldati d'Italia morti in Francia, per la regia ambasciata d'Italia, 10 mars 1919. Dossier « Sistemazione delle salme inumati in Francia », L3 262, AUSSME.

tures isolées dans des cimetières et de les entretenir⁶. Mais face à l'ampleur de la tâche, leur rôle était insuffisant.

Afin d'organiser au mieux les sépultures italiennes en terre de France, l'ambassadeur italien à Paris proposa au gouvernement italien de se mettre en rapport avec le gouvernement français pour obtenir une convention semblable à la convention franco-anglaise du 26 novembre 1918⁷. Dans l'ancienne zone des armées, l'organisation des sépultures italiennes incombait soit au service de l'état civil français soit au gouvernement italien. En effet, d'un côté, dans le cadre de la politique de regroupement des corps, le service de l'état civil aux armées exhumait des militaires italiens, dans les secteurs où ils étaient inhumés, pour les ré-inhumer dans des cimetières français. D'un autre côté, le gouvernement italien décida de créer deux cimetières italiens : Bligny (vallée de l'Ardre) et Soupir (vallée de l'Aisne), sur les lieux mêmes où les militaires du II^e corps d'armée se battirent et périrent : au pied du Chemin des Dames pour le premier, sur la montagne de Bligny (où eut lieu la bataille du même nom) pour le second⁸. De la sorte, les morts italiens reposaient sur le terrain qu'ils avaient consacré de leur sang.

L'hécatombe de la Grande Guerre fut telle qu'une partie du règlement de la paix fut réservée aux sépultures. Les pays belligérants demandèrent en effet des assurances quant au respect et à l'entretien des tombes de leurs concitoyens décédés en territoire étranger que ce dernier fût allié ou ennemi. Ainsi, les articles 225 et 226 du traité de Versailles réglèrent donc la question du devenir des morts de la Grande Guerre inhumés à l'étranger : recherche des tombes, aménagement et entretien des cimetières et rapatriement des corps. L'article 225 stipulait :

Les Gouvernements alliés et associés et le Gouvernement allemand feront respecter et entretenir les sépultures des soldats et marins inhumés sur leurs territoires respectifs.

Ils s'engagent à reconnaître toute Commission chargée par l'un ou l'autre des gouvernements alliés ou associés, d'identifier, enregistrer, entretenir ou élever des monuments convenables sur lesdites sépultures et à faciliter à cette Commission l'accomplissement de ses devoirs.

Ils conviennent en outre de se donner réciproquement, sous réserve des prescriptions de leur législation nationale et des nécessités de l'hygiène publique, toutes facilités pour satisfaire aux demandes de rapatriement des restes de leurs soldats et de leurs marins.

L'Allemagne et les pays alliés s'engagèrent donc à faire le nécessaire pour entretenir toutes les sépultures militaires, quelle que fut la nationalité des morts, sur leur propre territoire. Enfin, les gouvernements alliés pourraient, par le biais d'une commission, s'occuper de leurs propres morts inhumés en territoire allemand.

6. *Ibidem*.

7. Copia della lettera n° 4731/A del regio ambasciatore al ministero dell'Interno, direzione generale della Sanità, *sine data*. Dossier « Sistemazione delle salme inumati in Francia », L3 262, AUSSME.

8. À l'origine, trois cimetières italiens devaient être créés sur les trois théâtres d'opération où se battirent et périrent les militaires italiens : les vallées de l'Ardre et de l'Aisne et l'Argonne. Le troisième cimetière, prévu dans l'Argonne, fut ajourné par manque de moyens.

L'article 225 fut complété par l'article 226 sur les sépultures des prisonniers de guerre et celles des internés civils.

Contrairement aux Français et aux Britanniques qui utilisèrent respectivement les prisonniers de guerre allemands et la main-d'œuvre chinoise, la section italienne du conseil suprême de guerre de Versailles ordonna à l'*Ufficio Stralcio* de Lyon de constituer un bataillon de travailleurs dans la zone d'Épernay (Marne), pour que les sépultures italiennes fussent organisées par leurs frères d'armes⁹. L'aménagement du cimetière italien de Bligny commença dès septembre 1919, celui de Soupir ne commença réellement qu'à partir du mois de février 1920.

L'aménagement des deux cimetières se fit suivant les consignes de la *Commissione nazionale per le onoranze ai caduti in guerra* : tumulus en terre (par rangée de tombes), croix en bois verni, avec des inscriptions en noir, cocarde tricolore pour chaque croix, grande croix centrale, mur d'enceinte de 0,80 mètre, portail en fer, verni en noir avec les inscriptions en lettres d'or : « cimitero militare italiano – Ai caduti per la patria »¹⁰. Le 2 novembre 1920, 1 886 militaires italiens avaient été exhumés et ré-inhumés : 580 reposaient à Soupir (cimetière complet) et 1 306 à Bligny¹¹.

Une fois les cimetières italiens de Bligny et de Soupir aménagés, restait à s'occuper des sépultures italiennes (environ 3 000) se trouvant dans des cimetières civils et militaires français. Ces tombes, malgré l'article 225 du traité de Versailles, étaient parfois peu ou pas entretenues (notamment dans les régions où il n'existait pas de comités). Ainsi, les vingt-neuf sépultures italiennes du cimetière de Tourlaville étaient, en août 1920, abandonnées¹². Le cimetière de Bligny n'étant pas complet, débuta alors une deuxième phase d'aménagement qui consista à regrouper dans ce *campo santo* des sépultures se trouvant dans des cimetières militaires et communaux français. Par exemple, le 13 avril 1924, les dépouilles de cinq militaires italiens inhumées au cimetière militaire d'Écury-sur-Coole (Marne) furent transportées à Bligny. Toutefois ce regroupement fut géographiquement limité et de nombreux militaires italiens restaient inhumés dans l'ancienne zone de l'intérieur. À la même époque débuta le retour, à la charge du Royaume d'Italie, des dépouilles mortelles qui avaient été réclamées par les familles.

Les gouvernements français et italien, conformément à leurs décisions relatives à l'interdiction d'exhumer et de transporter des corps des militaires inhumés sur le territoire national avaient interdit, dès la cessation des hostilités, le transfert des corps de leurs militaires décédés à l'étranger et/ou en captivité. Par la loi française du 31 juillet 1920 et son décret d'application du 28 septembre 1920, la République française accorda non seulement la restitution gratuite des corps des

9. Relazione riassuntiva sulla sistemazione delle tombe dei militari italiani caduti in Francia, 25 novembre 1919. Busta n° 34, fascicolo 3, Rappresentanza diplomatica Francia, ASD.

10. Relazione n° 1253 dell'addetto militare Ten. Col. Martin-Franklin al ministero della Guerra, 20 juillet 1920. Busta n° 38, fascicolo 5, Rappresentanza diplomatica Francia, ASD.

11. Nota dell'addetto militare Ten. Col. Martin-Franklin al ministero della Guerra, 2 novembre 1920. Busta n° 38, fascicolo 5, Rappresentanza diplomatica Francia, ASD.

12. Nota del Comando superiore Gruppo navi ex Germaniche all'addetto militare a Parigi, 27 août 1920. Busta n° 38, fascicolo 5, Rappresentanza diplomatica Francia, ASD.

militaires français, mais aussi le transport de corps individuel, à la charge des familles, que les militaires fussent français ou alliés. En conséquence, dès la fin de l'année 1920, les familles italiennes qui désirèrent rapatrier en Italie, à leurs frais, le corps de leur parent mort pendant la guerre en terre de France étaient en droit de le faire. Le 21 février 1921, l'attaché militaire italien en poste à Paris, Martin-Franklin, informa le ministère de la Guerre italien que de nombreuses demandes lui arrivaient dans ce sens¹³. Cependant, conformément aux prescriptions du gouvernement italien, le transport des corps des militaires décédés et inhumés à l'étranger demeura interdit jusqu'à la loi n° 1074 du 11 août 1921¹⁴. En conséquence, les familles italiennes durent se résigner et attendre le deuxième semestre de l'année 1921 pour pouvoir transporter dans le Royaume les restes mortels de leur proche mort sous les armes en France.

Le 30 juillet 1921, soit quinze jours avant la loi n° 1074, Eugenio de Martino obtint toutefois du préfet de Naples, grâce à l'intervention du président de la Chambre des députés italienne, de Nicola, l'autorisation d'introduire dans le Royaume le corps de son fils, le sous-lieutenant Guido de Martino, inhumé à Bligny¹⁵. Eugenio de Martino s'adressa alors à l'Union nationale des Combattants à Paris, laquelle lui demanda la somme de 4 150 francs (cercueil non compris) pour assurer la translation du corps de son fils. Refusant une offre si élevée, Eugenio de Martino écrivit à l'ambassade d'Italie en France lui demandant le nom de quelques entreprises de pompes funèbres spécialisées dans le transfert des corps et offrant de meilleurs prix. Il ne cacha pas sa déception à l'égard du gouvernement français, qui « ne se sent pas le devoir de [lui] rendre à ses frais le corps de [son] fils unique, qui en compagnie de ses autres compagnons a sauvé la France ! »¹⁶. L'ambassade répondit le 5 septembre 1921, le transfert des corps des militaires italiens venant d'être officiellement autorisé. Elle conseilla à Eugenio de Martino de faire appel à Émilien Teyssyre, entreprise parisienne recommandée par le ministère des Pensions français. Elle précisa toutefois que la translation du corps ne pourrait pas intervenir avant le 1^{er} octobre 1921 car le gouvernement français avait suspendu jusqu'à cette date tout transfert de corps des militaires morts durant la guerre¹⁷. Nous ne savons malheureusement pas si Eugenio de Martino fit appel à Émilien Teyssyre. En revanche, le sous-lieutenant Guido de Martino

13. Dispaccio n° 2517 dell'ufficio dell'addetto militare al ministero della Guerra, direzione generale di Sanità, 21 février 1921. Fascicolo 2, busta n° 59, Rappresentanza diplomatica Francia, ASD.

14. Voir Béatrix Pau-Heyriès, « La démobilisation des morts français et italiens de la Grande Guerre », *France-Italie - Revue Historique des Armées*, n° 250, n° 1, 2008, p. 66-76.

15. Lettera del presidente della Camera dei deputati, De Nicola, 19 février 1921. Lettera del vice direttore generale della Sanità al presidente De Nicola, 13 juillet 1921. Dispaccio n° 32512 della prefettura di Napoli al console d'Italia a Epernay, 30 juillet 1921. Fascicolo 4, busta n° 43, Rappresentanza diplomatica Francia, ASD.

16. « Visto che il Governo francese non sente il dovere di rendermi a sue spese la salma di questo mio unico figliuolo, che assieme agli altri suoi compagni ha salvato la Francia ! ». Lettera d'Eugenio de Martino alla R. Ambasciata d'Italia, 5 août 1921. Fascicolo 4, busta n° 43, Rappresentanza diplomatica Francia, ASD.

17. Lettera dell'incaricato d'Affari all'ambasciata d'Italia, 5 septembre 1921. Fascicolo 4, busta n° 43, Rappresentanza diplomatica Francia, ASD.

fut exhumé, le 14 octobre 1921, du cimetière militaire italien de Bligny pour être transporté à Naples¹⁸.

Au total, vingt-quatre militaires italiens et deux infirmières de la Croix-Rouge italienne inhumés en France auraient ainsi été rapatriés, à la charge de leur famille, de 1921 à 1926¹⁹.

Nous avons également trouvé dans les archives du ministère des Affaires étrangères italien, plusieurs documents concernant la translation de 226 corps de soldats italiens de Rouen à Naples, le 9 août 1922²⁰. Cette translation, dont nous ne connaissons malheureusement ni les modalités ni les auteurs nous a quelque peu surprise. En effet, en août 1922, le transfert des corps des militaires italiens à la charge de l'État, n'avait pas commencé. Seules les familles, à titre onéreux, pouvaient entreprendre ce type de transport. Or le nombre de corps de soldats italiens dirigés vers Naples est très élevé pour être une seule initiative familiale. De plus, la translation s'est déroulée en un seul convoi et par mer, impliquant de fait les autorités civiles et militaires françaises et italiennes. Pourtant le consul général d'Italie au Havre ne fut informé que le 7 août au soir seulement, par l'agent consulaire de Rouen, de l'arrivée des 226 corps de soldats italiens. En conséquence, il ne put assister à la cérémonie et délégua l'agent consulaire Ravasse²¹.

Les 226 cercueils furent embarqués, à Rouen, sur *Le Tordis*, sous la pluie, ce qui accentua l'aspect triste et morbide de la cérémonie :

Une pluie morne, hier matin, n'a cessé de tomber sur cette humble cérémonie. Pauvres drapeaux, pauvres fleurs... On ne pouvait songer sans émotion à la destinée tragique de ces hommes : arrivés dans des wagons ardents, ils s'en retournaient dans l'humidité froide d'une cale. Et tant de jeunesse est morte avec eux !²².

Les autorités civiles et militaires de la ville assistèrent à cette cérémonie funèbre qui fut un témoignage d'amitié entre les deux sœurs latines. D'après *La Dépêche de Rouen*, les 226 corps étaient des garibaldiens, nous n'avons malheureusement aucun renseignement supplémentaire confirmant ou infirmant cette information. Toutefois, en raison non seulement du nombre élevé des corps à restituer mais aussi du caractère officiel et très surprenant de cette translation de dépouilles mortelles, il ne serait pas étonnant que les restes mortels des militaires italiens qui retrouvèrent leur terre natale en août 1922 fussent ceux de garibaldiens²³.

18. Elenco delle salme inumate in Francia e trasportate in Italia a spese della famiglia. Fascicolo 3, busta n° 59, Rappresentanza diplomatica Francia, ASD.

19. Elenco delle salme inumate in Francia e trasportate in Italia a spese della famiglia. Fascicolo 3, busta n° 59, Rappresentanza diplomatica Francia, ASD.

20. Nous n'avons aucune certitude sur la date exacte. En effet d'après le consul général d'Italie la cérémonie eut lieu le 8 août 1922, en revanche un article de *La Dépêche de Rouen* du 10 août 1922 décrit la cérémonie qui aurait eu lieu la veille.

21. Dispaccio n° 1575 del consolato generale d'Italia all'ambasciatore a Parigi, 14 août 1922. Fascicolo 2, busta n° 59, Rappresentanza diplomatica Francia, ASD.

22. *La Dépêche de Rouen*, 10 août 1922.

23. En janvier 1915, Bruno et Constant Garibaldi, décédés sur le front de l'Argonne avaient été rapatriés, solennellement, en Italie alors que tout transfert de corps était interdit en France.

Le retour vers la mère patrie

Le cycle de la vie s'achève au lieu de naissance²⁴.

Tel était le sentiment partagé par un grand nombre de familles italiennes qui s'étaient mobilisées pour obtenir, dès les premiers jours du conflit, la restitution des restes mortels de leur proche décédé au combat ou des conséquences de la Grande Guerre. Le transfert des corps à la charge de l'État ayant été dans un premier temps refusé puis accordé par le Royaume d'Italie, la démobilisation des morts commença dans la péninsule en 1923. Cette mesure qui se voulait démocratique et égalitaire concerna également les militaires italiens morts en terre étrangère qu'elle fût alliée ou ennemie.

Le 21 septembre 1923, André Maginot avait adressé une dépêche au lieutenant-colonel Martin-Franklin, dans laquelle il autorisait officiellement l'exhumation et le transport des corps des militaires italiens morts pour l'Italie pendant la guerre 1914-1918, inhumés en France et réclamés par leurs familles. Le ministre des Pensions français précisait que ces opérations de rapatriement devaient être effectuées « par les soins et aux frais du gouvernement italien sous la direction et la surveillance d'officiers attachés au service des sépultures militaires italiens ». Les exhumations et le transport des corps du cimetière à la gare de départ devaient être pris en charge par un entrepreneur, dont le choix incombait aux autorités italiennes²⁵. Son organisation incombait donc à l'ambassade d'Italie en France et plus spécifiquement à l'attaché militaire italien en poste à Paris, qui agissait sous l'autorité de la direction centrale du service de Santé militaire du ministère de la Guerre. Afin de simplifier la tâche et d'assurer une meilleure coordination, le lieutenant-colonel Martin-Franklin décida d'associer le transfert des corps inhumés en France à celui des militaires italiens enterrés en Belgique, et dont les sépultures étaient groupées dans le Sud du Royaume, non loin de la frontière française²⁶. Les opérations débutèrent au printemps 1924.

Le transfert des corps des militaires italiens se déroula en deux temps : les opérations d'exhumation, de mise en bière et de transport à la gare la plus proche d'une part et le transport des corps en Italie par chemin de fer d'autre part.

Comme l'avait recommandé André Maginot, le lieutenant-colonel Martin-Franklin reconnut la nécessité de confier la première partie du transfert des corps à une entreprise privée, spécialisée dans cette tâche qui offrirait les meilleures conditions et les plus sérieuses garanties. En conséquence, l'attaché militaire demanda, le 17 octobre 1923, à la direction centrale du service de santé militaire l'autorisation de pouvoir passer un contrat avec une entreprise privée²⁷.

24. « Il ciclo della vita si chiude nel luogo natio », *Il Popolo d'Italia*, 18 août 1923, p. 2.

25. Dépêche ministérielle n° 550Y.S. du ministre des Pensions à l'attaché militaire à l'ambassade d'Italie. R 1914/2, Archives départementales du Puy-de-Dôme.

26. Dispaccio n° 1307 della Regia ambasciata d'Italia, Ufficio dell'addetto militare alla direzione centrale del servizio sanitario militare a Roma, 17 octobre 1923. F3 375/2, AUSSME.

27. Dispaccio n° 1307 della Regia ambasciata d'Italia, Ufficio dell'addetto militare alla direzione centrale del servizio sanitario militare a Roma, 17 octobre 1923. F3 375/2, AUSSME.

Ayant obtenu l'aval de ses supérieurs, l'attaché militaire italien établit un cahier des charges spécial n° 97 qui définissait les tâches du régisseur et fixait en détail les opérations et leur mode d'exécution²⁸. Dès le mois de septembre 1923, le lieutenant-colonel Martin-Franklin entra en contact avec Émilien Teyseyre, directeur de la SA des Entreprises privées et publiques. Cet entrepreneur de pompes funèbres avait déjà obtenu du ministère des Pensions français les marchés pour assurer le transfert des corps des militaires français inhumés à l'étranger notamment en Orient ou encore en Suisse. Cependant aucun accord ne fut conclu. Le 19 janvier 1924, l'attaché militaire italien envoya à cinq entrepreneurs, ayant déjà opéré pour la restitution des corps des militaires français, la lettre suivante :

Sur la demande des Autorités Supérieures italiennes et afin d'accéder au désir exprimé par les familles intéressées, je dois organiser dans le plus bref délai possible, le transport en Italie de 321 corps des militaires italiens tombés au champ d'honneur et inhumés actuellement en France et en Belgique. En conséquence, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joints le cahier des charges et la note numérique des corps à exhumer, distribués par localité, et vous serais obligé de bien vouloir me communiquer le prix forfaitaire auquel vous pouvez accomplir les susdites exhumations²⁹.

Sur les cinq entrepreneurs, Louis Morel proposa les prix de 189,50 francs pour un transfert à partir de la France et de 250 francs pour la Belgique, la SA d'Entreprises générales et la SA des Anciens Établissements industriels de Nogent (Perret) refusèrent de prendre part à l'adjudication. Trois autres entreprises firent les offres suivantes : « La Pensée » proposa 261 francs par corps, Jean Régnier 180 francs par corps, enfin la société « Étoile du Nord » 224 francs par corps³⁰. Mais le lieutenant-colonel Martin-Franklin refusa ces propositions et contracta un marché avec Émilien Teyseyre, en tant qu'administrateur de la SA d'Entreprises privées et publiques.

Le contrat signé entre les deux parties fut rédigé selon le modèle du marché de gré à gré, signé le 31 octobre 1923 entre ce même Émilien Teyseyre et le service français de l'état civil, des successions et des sépultures militaires, pour l'exécution du rapatriement des corps des militaires morts pour la France, inhumés en Suisse³¹. Le marché entre l'entrepreneur français et l'attaché militaire italien fut signé le 12 mars 1924. Selon l'article II dudit contrat, Émilien Teyseyre s'engageait non seulement à assurer l'exécution des opérations d'exhumation, de mise en bière et de transport des corps vers la gare de groupement, mais aussi à recruter

28. Cahier des charges spécial n° 97 pour l'exécution en Régie des travaux d'exhumation des corps des militaires italiens inhumés en France et en Belgique, bureau de l'attaché militaire, ambassade d'Italie, non daté. Fascicolo 1, busta n° 79, Rappresentanza diplomatica Francia, ASD.

29. Lettre de l'attaché militaire italien à la SA d'Entreprises générales, à Georges Delcuze, à Louis Morel et aux frères Perret, 19 janvier 1924. Busta n° 79, Rappresentanza diplomatica Francia, ASD.

30. Fascicolo « Trasporti offerti impresari contratti », busta n° 79, Rappresentanza diplomatica Francia, ASD.

31. Nous avons retrouvé aux archives du ministère des Affaires étrangères italien un exemplaire de ce marché de gré à gré, annoté et modifié par l'attaché militaire italien, afin d'adapter ce contrat au transfert des corps des militaires italiens inhumés en France et en Belgique. Fascicolo 1, busta n° 126, Rappresentanza diplomatica Francia, ASD.

et payer la main-d'œuvre, à louer les moyens de transports et à se mettre en relation avec les autorités locales. Pour assurer l'exécution desdits travaux, trois chefs d'équipes italiens devaient être mis à sa disposition. Comme le gouvernement français le faisait, l'État italien s'engagea, en revanche, à fournir à l'entrepreneur les cercueils, les suaires et les plaques nominatives (article III). L'entrepreneur devait s'acquitter, à titre d'avance de toutes les dépenses et se ferait, par la suite, rembourser au moyen de reçus et factures justificatives (articles IV et V). Pour son travail de direction et le service financier, Émilien Teyseyre devait recevoir une rétribution de 10 % sur la facture générale (article VI)³².

En octobre 1923, sur tous les corps réclamés par les familles, le lieutenant-colonel Martin-Franklin avouait que 32 ne pourraient être restitués car ils n'avaient pu être retrouvés. Toutefois l'attaché militaire italien espérait fortement que les dépouilles seraient retrouvées lors des travaux d'exhumation³³.

Comme le ministère des Pensions l'avait fait pour le transfert des corps des militaires français, le gouvernement italien fit donc appel à des entreprises privées pour la fourniture des cercueils destinés au rapatriement des corps³⁴. Ainsi, le 10 mars 1924, H. Gourry et M. Gatinaud s'engagèrent auprès du lieutenant-colonel Martin-Franklin à fournir 320 cercueils en sapin de 1,76 mètre de long (section de tête : 0,42 m × 0,27 m ; aux pieds : 0,35 m × 0,23 m).

Les cercueils seront à l'intérieur calfatés en poix calfaton (Marine) à double couche, et à l'extérieur, auront un vernissage à l'huile aussi à double couche, une teinte brune claire dépoli (*sic*).

H. Gourry et M. Gatinaud possédaient une entreprise de menuiserie, charpente et serrurerie à Reims et avaient déjà travaillé pour le compte du ministère des Pensions français. Un calendrier précis fixa les dates d'expédition des cercueils vides, qui précédaient de quelques jours les dates prévues pour l'exhumation des corps. Les bières, placées dans un emballage léger en demi-voilage (16,50 francs chacun), devaient être expédiées isolément par voie ferrée. Pour tout retard de livraison de plus de 24 heures, le service des sépultures italien était en droit d'appliquer une pénalité de 10 % de la valeur du montant des cercueils³⁵.

Le transfert des corps, outre-Alpes, des militaires italiens inhumés en France et en Belgique eut lieu de mars à mai 1924. Les exhumations des corps se déroulèrent selon un programme précis. Le transport des corps du lieu d'exhumation vers les gares régionales de groupement fut assuré par l'entrepreneur au moyen de camions. En raison de la dispersion des sépultures italiennes sur le territoire français, les travaux furent divisés en trois groupes (A, B, C). Les exhumations

32. Contrat entre la SA d'Entreprises privées et publiques et l'attaché militaire de l'ambassade d'Italie, 12 mars 1924. Fascicolo 1, busta n° 79, Rappresentanza diplomatica Francia, ASD.

33. Dispaccio n° 1307 della Regia ambasciata d'Italia, Ufficio dell'addetto militare alla direzione centrale del servizio sanitario militare a Roma, 17 octobre 1923. F3 375/2, AUSSME.

34. Voir Béatrix Pau-Heyriès, « Le marché des cercueils après-guerre, 1918-1924 », *Mélanges - Revue Historique des Armées*, n° 224, n° 3, 2001, p. 55-64.

35. Contrat entre MM. Gourry et Gatinaud et l'attaché militaire italien, 10 mars 1924. Conditions générales de fabrication des cercueils. Fascicolo 1, busta n° 79, Rappresentanza diplomatica Francia, ASD.

du groupe A (le plus important) eurent lieu du 17 mars au 19 avril 1924, celles du groupe B du 17 au 27 mars 1924, et enfin celles du groupe C du 17 mars au 17 avril 1924³⁶. Les bières furent expédiées dans les diverses localités françaises où reposaient des militaires italiens³⁷.

Les transports des corps sur le territoire français se firent collectivement, par chemin de fer. Après accord avec les Compagnies des grands réseaux français, le gouvernement français avait accordé, dès 1922, une réduction de 50 % pour le transport des cercueils par wagons complets et par train omnibus.

En conséquence, ces envois seront taxés, sur les Grands Réseaux français, à raison de Fr 0,15 par cercueil et par kilomètre, à augmenter des majorations et de l'impôt en vigueur, mais sans addition de frais de manutention si le personnel des chemins de fer français n'intervient pas dans les opérations de chargement ou de déchargement³⁸.

Le lieutenant-colonel Martin-Franklin demanda au gouvernement français, une réduction ferroviaire de 75 % pour le transport du personnel militaire italien chargé d'escorter les wagons funèbres. La France refusa car une telle concession n'avait pas été accordée aux gouvernements américain et belge³⁹.

Pour chacune des trois régions (groupes A, B, C), en accord avec le gouvernement français, l'attaché militaire définit des gares d'acheminement et des gares de groupement (pour la formation de convois). Au total cinq gares de groupement furent choisies : Paris, Dijon, Lyon, Avignon et Modane. 78 corps furent acheminés vers Paris (7 en provenance d'Alençon, 12 d'Amiens, 53 de Beauvais, 1 du Havre, 1 de Forges, 1 de Avon et 52 de Laon), 209 vers Dijon (153 de Reims, 29 de Troyes, 2 de Chaumont et 25 de Nancy), 23 vers Lyon (1 de Clermont-Ferrand, 1 de Vichy, 1 de Chalon-sur-Saône, 7 de Oullins, et 13 de Lyon), 4 vers Avignon (1 de Pau, 1 de Marseille, 1 d'Avignon et 1 de Cannes) et 6 vers Modane (1 Chambéry, 2 Modane, 3 Grenoble)⁴⁰. Dans chaque gare de groupement, le gouvernement français mit à la disposition du service italien des sépultures militaires, un dépôt mortuaire de façon à regrouper les corps exhumés avant de les expédier, si possible en un seul convoi, vers Chambéry. Dijon fut ainsi choisi pour être la gare de groupement du réseau PLM. Le ministre des Pensions en informa aussitôt la direction des Chemins de fer PLM. Le 5 mars 1924, cette dernière répondit au ministre :

La gare de Dijon-Ville ne peut, faute de place et de local approprié, être désignée comme gare de groupement, mais les cercueils pourront, comme l'ont été ceux des soldats français être groupés à la gare de Dijon-Porte-Neuve. Toutefois, le

36. Programme des opérations d'exhumations des militaires italiens. Fascicolo 1, busta n° 126, Rappresentanza diplomatica Francia, ASD.

37. Dispaccio n° 1307 della Regia ambasciata d'Italia, Ufficio dell'addetto militare alla direzione centrale del servizio sanitario militare a Roma, 17 octobre 1923. F3 375/2, AUSSME.

38. Note n° 4206 SA du ministre des Travaux publics au ministre de la Guerre et des Pensions, 16 septembre 1922. Fascicolo 2, busta n° 60, Rappresentanza diplomatica Francia, ASD.

39. Dispaccio n° 1307 della Regia ambasciata d'Italia, ufficio dell'addetto militare alla direzione centrale del servizio sanitario militare a Roma, 17 octobre 1923. F3 375/2, AUSSME.

40. Elenchi, Fascicolo 1, busta n° 126, Rappresentanza diplomatica Francia, ASD.

baraquement qui avait été établi dans cette dernière gare pour les cercueils des militaires français ayant été enlevé, il y a quelques mois par l'Autorité Préfectorale (*sic*) qui l'avait fait édifier, nous ne voyons, comme pouvant être utilisé pour dépôt provisoire que le local de la halte repas de Dijon-Porte-Neuve (*sic*)⁴¹.

Chambéry fut donc choisie pour être le point de concentration de tous les corps avant leur expédition à Turin via Modane. Les corps, qui séjournèrent dans la ville savoyarde en attendant leur transport collectif vers l'Italie, furent entreposés dans le dépositaire mortuaire qui avait jusque-là servi au transfert des corps des militaires français. Avant l'arrivée des premiers convois, le consul d'Italie demanda au préfet de Savoie, d'assurer dans les meilleures conditions le dépôt et la conservation de ces corps⁴². Toutefois, afin d'éviter des dépenses inutiles, les militaires inhumés dans le Sud de la France et réclamés par leurs familles, après avoir été regroupés, furent transportés directement vers Vintimille et non Chambéry⁴³. De là, les corps étaient acheminés dans tout le Royaume, vers leur commune de dernière destination.

Au mois de mai 1924, trois cent trois corps de militaires italiens retrouvèrent ainsi leur pays natal. Le transfert des corps ne fut pas pour autant complètement terminé. En effet, dix-neuf corps supplémentaires furent exhumés et transportés en Italie en juin 1925. La direction centrale de la Santé militaire expliqua brièvement, et assez vaguement d'ailleurs, les raisons de ces exhumations tardives : retards dans les demandes, circonstances exceptionnelles. En revanche, elle demanda au lieutenant-colonel Martin-Franklin de procéder selon les mêmes modalités prises lors des translations de 1924⁴⁴. Satisfait des opérations de l'année précédente, l'attaché militaire italien confia donc, le 2 juin 1925, à Émilien Teyssyre le soin d'assurer l'exhumation et le transport à Chambéry des 19 militaires italiens dans les conditions fixées par le contrat du 12 mars 1924⁴⁵. Dix-sept cercueils en sapin furent commandés à H. Gourry et M. Gatinaud, Émilien Teyssyre devant quant à lui fournir deux cercueils (un en sapin, l'autre en zinc). Arrivés à Chambéry le 19 juin 1925, les corps furent entreposés dans l'église de Saint-Benoît, le dépositaire mortuaire utilisé l'année précédente ayant été démoli, suite à la fin des opérations de restitution des corps des militaires français.

À l'occasion du retour des dépouilles des militaires italiens vers leur Mère patrie, des cérémonies, où les liens d'amitié franco-italiens furent mis en avant,

41. Lettre de la direction des Chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée au ministre des Pensions, service de l'état civil, des successions et sépultures militaires, 5 mars 1924. Le ministre des Pensions envoya cette lettre le 11 mars 1924 à l'attaché militaire italien. Fascicolo 1, busta n° 126, Rappresentanza diplomatica Francia, ASD.

42. Note du préfet de Savoie au ministre des Pensions, 17 mars 1924. 321 R 7, Archives départementales de la Savoie.

43. Dispaccio n° 1307 della Regia ambasciata d'Italia, ufficio dell'addetto militare alla direzione centrale del servizio sanitario militare a Roma, 17 octobre 1923. F3 375/2, AUSSME.

44. Dispaccio n° 19454 della direzione centrale della sanità militare all'addetto militare presso la R. Ambasciata d'Italia, 11 mai 1925. Fascicolo 1, busta n° 92, Rappresentanza diplomatica Francia, ASD.

45. Lettre de l'attaché militaire d'Italie à Émilien Teyssyre, 2 juin 1925. Fascicolo 1, busta n° 92, Rappresentanza diplomatica Francia, ASD.

furent organisées. Ainsi, le 21 juin 1925, « une manifestation patriotique de l'amitié franco-italienne » eut lieu à Chambéry en hommage aux dix-neuf militaires italiens qui allaient quitter la France pour rejoindre leur pays natal et reposer dans le cimetière familial aux côtés de leurs ancêtres⁴⁶. Le matin une messe fut célébrée en l'église Saint-Benoît par le supérieur de l'abbaye d'Hautecombe, l'abbé Laure, accompagné par le père Pandolfi et en présence de Monseigneur Marin, curé de la cathédrale, chevalier de la couronne d'Italie, et Monseigneur Costa de Beaugard, représentant l'archevêque de Chambéry.

À l'issue de la cérémonie religieuse, les 19 bières furent déposées dans trois fourgons militaires recouverts des drapeaux français et italiens et de fleurs parmi lesquelles trois couronnes, commandées par le lieutenant-colonel Martin-Franklin, avec les inscriptions suivantes : « *L'Ambasciata d'Italia a Parigi ai gloriosi caduti in Francia* », « *La colonia italiana a Parigi agli eroi caduti in Francia* », « *Agli eroi caduti in Francia la Patria riconoscente* »⁴⁷. Un cortège se forma et traversa toute la ville jusqu'à la gare. Y prirent part le préfet de Savoie, le consul général d'Italie, un représentant du maire de Chambéry, toutes les personnalités françaises et italiennes (notamment les membres du comité franco-italien), les délégations des diverses associations avec leurs drapeaux, les jeunes élèves italiens et « une nombreuse foule de Français et d'Italiens arrivés dans la matinée d'Aix-les-Bains, d'Annecy, de Grenoble, d'Annemasse, de Chamonix et de tous les environs ».

À la gare, le consul général d'Italie prit la parole et s'exprima en français. Il remercia toutes les autorités militaires et civiles françaises qui avaient permis d'organiser une telle cérémonie. Mais le consul mit surtout l'accent sur les liens d'amitié qui unissaient la France et l'Italie, les combattants et les vivants et les morts :

[...] Je veux enfin exprimer toute ma reconnaissance aux officiers de la garnison et aux anciens combattants dont la présence ici est un précieux témoignage que les liens de fraternité qui unissaient les combattants français et italiens sur les champs de bataille italiens ne sont pas restés un simple souvenir : frères devant l'ennemi, frères devant la mort, ils seront à jamais frères devant la paix !

S'adressant enfin aux 19 héros italiens, il ajouta en italien :

Au moment où vous quittez la terre de France pour aller reposer sous le ciel de la patrie, je vous présente l'hommage le plus affectueux de vos frères en France. Sur vos glorieux cercueils, ni larmes, ni mots mais des fleurs et des lauriers. Car vous êtes l'expression la plus pure de l'amour que tout Italien garde pour son pays. Pas de mots, mais plutôt le serment d'offrir, comme vous, si la triste nécessité nous y oblige, la vie à la défense de notre drapeau. Héros d'Italie vous n'êtes pas morts,

46. Compte-rendu de la cérémonie dans *Le Petit Dauphinois*, 21 juin 1925. Fascicolo 1, busta n° 92, Rappresentanza diplomatica Francia, ASD.

47. Dispaccio n° 997 dell'addetto militare al console, 10 juin 1925. Fascicolo 1, busta n° 92, Rappresentanza diplomatica Francia, ASD. Ces trois couronnes coûtèrent 779,95 francs. 500 francs furent donnés pour l'utilisation de l'église auxquels s'ajoutèrent un don de 100 francs à la Maison de Saint-Benoît et une dépense de 150 francs pour l'orchestre symphonique et les chants. Au total, l'ambassade d'Italie dépensa 1 529,95 francs pour cette cérémonie funèbre.

car vous êtes le symbole de la gloire et du courage de notre peuple. Au nom des Italiens de France, je vous salue !⁴⁸

Le lendemain les dix-neuf dépouilles glorieuses partirent pour Turin, d'où elles rejoignirent leur destination finale.

L'organisation définitive des sépultures italiennes en France

Le rapatriement des corps des militaires italiens en Italie entraîna une réorganisation en France des cimetières italiens de Bligny et de Soupir. En effet, d'après la liste nominative des corps rapatriés aux frais de l'État, 141 corps furent exhumés de Bligny et 51 de Soupir, laissant ainsi, dans les deux cimetières, des tombes vides⁴⁹. Le 17 mai 1924, la direction centrale du service de santé militaire du ministère de la Guerre italien autorisa l'attaché militaire italien en France à utiliser les fonds encore à la disposition du service des sépultures pour réorganiser les cimetières de Bligny et Soupir et pour combler les tombes vides en transportant des militaires italiens inhumés dans des régions voisines⁵⁰.

Le 10 septembre 1924, l'attaché militaire italien et Émilien Teyssseyre signèrent un contrat pour le regroupement de 183 corps dans les cimetières italiens de Bligny et de Soupir. L'entrepreneur français s'engagea à assurer les opérations d'exhumation, de mise en bière et de transport des corps, ainsi qu'à recruter et payer la main-d'œuvre, à louer les moyens de transport nécessaires et à se mettre en relation avec les autorités locales. Comme pour la restitution des corps des militaires italiens inhumés en France, le gouvernement italien s'engagea à fournir les cercueils nécessaires à ces regroupements⁵¹.

En conséquence, le service des sépultures militaires italien contracta un accord avec H. Gourry et M. Gatinaud de Reims pour la fourniture de 186 cercueils du type de ceux fournis à l'état civil français : 146 en sapin de 1 mètre de long à 16,50 francs pièce et 40 cercueils en sapin de 1,70 mètre de long à 29 francs pièce. Les expéditions de cercueils étant à faire en port payé, les frais de port devaient être remboursés aux sieurs Gourry et Gatinaud contre remise des récépissés d'expéditions. Le contrat stipula que le paiement et le remboursement auraient lieu à l'ambassade d'Italie à Paris immédiatement après la livraison totale des cercueils⁵².

48. Compte-rendu de la cérémonie dans *Le Petit Dauphinois*, 21 juin 1925. Fascicolo 1, busta n° 92, Rappresentanza diplomatica Francia, ASD.

49. Elenco delle salme inumate in Francia e trasportate in Italia a spese dello Stato. Fascicolo 3, busta n° 59, Rappresentanza diplomatica Francia, ASD.

50. Dispaccio n° 3324 del ministero della Guerra, direzione generale del servizio sanitario militare all'addetto militare presso l'ambasciata d'Italia, 17 mai 1924. Fascicolo 1, busta n° 79, ASD.

51. Contrat passé entre le lieutenant-colonel Martin-Franklin, attaché militaire, et Émilien Teyssseyre, agissant en sa qualité d'Administrateur délégué de la SA d'Entreprises privées et publiques, 10 septembre 1924. Busta n° 79, Rappresentanza diplomatica Francia, ASD.

52. Contrat passé entre MM. Gourry et Gatinaud et le service des sépultures militaires italien représenté par le lieutenant-colonel Martin-Franklin, attaché militaire à l'ambassade d'Italie, 3 septembre 1924. Busta n° 79, Rappresentanza diplomatica Francia, ASD.

En 1925-1926, le régime fasciste décida d'organiser de façon définitive les sépultures italiennes en France et de procéder à un nouveau regroupement de corps. Furent alors concernées les sépultures italiennes disséminées dans les cimetières communaux, à l'exception des cimetières civils de Lyon, Dijon, Oullins, Grenoble, Chambéry, Paris, Metz, Marseille, Mayoeuvre-Grande, Saint-Chamat, La Ciotat et Ivry Parisien (qui accueillit en 1926 les corps des militaires italiens inhumés dans les différents cimetières parisiens⁵³), car les tombes y étaient nombreuses et bien entretenues⁵⁴. À la création d'un troisième cimetière italien à Douai, le gouvernement italien préféra l'agrandissement du *campo santo* de Bligny qui devenait ainsi le symbole du sacrifice des Italiens en terre de France. L'agrandissement du cimetière de Bligny imposa un important travail de nivellement qui nécessita environ 3 400 mètres cubes de remblai⁵⁵.

L'ambassade italienne à Paris confia, le 6 janvier 1926, l'exécution des travaux à Émilien Teyssyre. Les travaux consistaient à regrouper 1 819 corps (avec fourniture des cercueils et de leurs plaques, exhumation – transport et ré-inhumation des corps), exhumer et ré-inhumer dans l'ossuaire de Bligny 310 inconnus (300 à Bligny, 10 à Soupir) et niveler et aménager la nouvelle partie du cimetière de Bligny. Le cahier des charges spéciales stipula qu'un tiers du personnel employé et rémunéré par l'entrepreneur devait être de nationalité italienne. Les prix forfaitaires fixés furent les suivants : 305 francs par corps pour les opérations de regroupement, 45 francs par corps pour la mise en ossuaire et 35 000 francs pour les travaux de nivellement et d'aménagement⁵⁶. Le transfert des corps à Bligny se fit selon un plan d'ensemble (division par groupe) et un calendrier précis. Par exemple, le regroupement des dépouilles appartenant au premier groupe (à savoir le nord-ouest de la France) eut lieu du 19 avril au 21 mai 1927⁵⁷. Les travaux d'Émilien Teyssyre furent officiellement achevés en 1928. Toutefois, quelques transferts de corps eurent encore lieu, au cours des années trente. Ainsi, en mai 1932 conformément à la politique de construction de grandes nécropoles nationales françaises, le ministère des Pensions décida de supprimer le cimetière militaire de Mailly (Aube) et de transférer les corps dans la nécropole nationale de Fère-Champenoise (Marne). Or sept militaires italiens identifiés reposaient à Mailly. En conséquence, le ministère des Pensions informa l'attaché militaire italien à Paris du prochain transfert et lui proposa de transporter et d'inhumer, à ses frais, les dépouilles italiennes soit

53. Lettre de l'attaché militaire italien à Louis Marin, ministre des Pensions, le 5 novembre 1916. Busta n° 109, fascicolo 3, Rappresentanza diplomatica Francia, ASD.

54. Nota del ministero della Guerra all'addetto militare a Parigi, 14 novembre 1932. Busta n° 209 fascicolo 4, Rappresentanza diplomatica Francia, ASD.

55. Situazione tombe militari italiane in Francia, 15 mars 1933. Dossier « Mostra delle relazioni fasciste », busta n° 220, fascicolo 4, Rappresentanza diplomatica Francia, ASD.

56. Cahier des charges spéciales pour l'exécution des travaux de transfert des corps des militaires italiens inhumés en France, signé le 6 janvier 1926. Busta n° 127, Rappresentanza diplomatica Francia, ASD. Émilien Teyssyre avait assuré en 1924 le transfert des corps en France des militaires français inhumés en Italie et en 1924-1925 la restitution des corps en Italie des militaires italiens inhumés en France.

57. Regroupement des corps italiens, 1927, premier groupe. Busta n° 126, Rappresentanza diplomatica Francia, ASD.

dans le cimetière italien de Bligny soit à Fère-Champenoise. Le gouvernement italien opta pour Bligny⁵⁸. En mars 1933 la répartition des sépultures italiennes en France était la suivante : 3 050 tombes à Bligny et 400 corps dans l'ossuaire du cimetière de Bligny, 587 tombes à Soupir, 346 tombes dans les cimetières communaux sous la juridiction des consulats, 28 corps laissés sur place à la demande des familles, 331 dépouilles non identifiées et 108 tombes non trouvées, soit un total de 4 850 militaires italiens reposant en terre de France⁵⁹.

Malgré la rigueur et le soin apportés lors des opérations de regroupement, ces dernières ne se firent pas toujours dans les conditions espérées. En effet, le service des sépultures militaires italien eut du mal à retrouver, dans les cimetières communaux, tous les restes mortels des militaires italiens inhumés, soit parce qu'ils avaient été transférés dans un cimetière militaire français soit parce que les tombes étaient abandonnées. Par exemple, en juin 1926, le maire était dans l'impossibilité de donner l'emplacement des sépultures des sept militaires italiens inhumés au cimetière communal car « les petites croix en bois qui avaient été placées au moment de l'inhumation avaient été détruites par le temps ». Le ministre des Pensions français rappela alors fermement au préfet de Savoie l'obligation des municipalités d'entretenir les sépultures militaires françaises et alliées. Et après maintes recherches deux tombes furent retrouvées et transportées à Bligny⁶⁰. Des erreurs sur l'identité des corps se produisirent également. Ainsi, en janvier 1937 le ministère des Pensions informa l'attaché militaire italien à Paris qu'en août 1927 les cinq militaires exhumés au cimetière de Montferrand (Puy-de-Dôme) et transférés à Bligny étaient en fait les corps de cinq soldats français, l'erreur avait été dévoilée et confirmée lors d'exhumations récentes⁶¹.

Une fois les opérations de transfert de corps officiellement achevées, déburent alors d'importants travaux de réaménagement du cimetière en vue de son organisation définitive : construction et pose d'environ 4 854 croix en ciment (à 60 francs l'une), mise en état des chemins principaux et des allées pour accéder aux tombes, réfection des murs d'enceinte, construction d'un portail et de la maison du gardien, finition de la chapelle – ossuaire, projet (par la suite abandonné) de construction d'un phare, décoration florale⁶². Aujourd'hui, de style toscan avec son temple à fronton et ses cyprès, le cimetière militaire italien de Bligny est un havre de paix pour les 3 453 militaires italiens (toutes armes confondues) qui y reposent.

58. Lettre n° 1187 Y.VL du service des sépultures militaires du ministère des Pensions à l'attaché militaire à l'ambassade d'Italie à Paris, le 30 mai 1922. Réponse de l'attaché militaire, le lieutenant-colonel di Palermo, le 2 juin 1932. Busta n° 209 fascicolo 4, Rappresentanza diplomatica Francia, ASD.

59. Situazione tombe militari italiane in Francia, 15 mars 1933. Dossier « Mostra delle relazioni fasciste », busta n° 220, fascicolo 4, Rappresentanza diplomatica Francia, ASD.

60. Listing des militaires italiens inhumés à Modane établi par la mairie, 9 juin 1926. Lettre du maire de Modane au sous-préfet de Saint-Jean-de-Maurienne le 4 novembre 1926, Lettres du ministre des Pensions au préfet de Savoie, 17 décembre 1926 et 21 mai 1927. 321 R 7, Archives Départementales de la Savoie.

61. Nota dell'addetto militare al commissario straordinario del governo per le onoranze ai Caduti in Guerra, 20 janvier 1937. Busta n° 271 fascicolo 3, Rappresentanza diplomatica Francia, ASD.

62. Voir le contenu de la busta n° 127, Rappresentanza diplomatica Francia, ASD.

Conclusion

Au total, trois cent quarante-huit militaires italiens inhumés en France, et seize inhumés en Belgique retrouvèrent, après guerre, leur terre natale et le cimetière familial. Trois cent vingt-deux corps furent restitués à la charge de l'État et vingt-six dépouilles mortelles, au minimum, furent transférées à titre onéreux⁶³. À ces chiffres officiels, il revient d'ajouter le transfert, en janvier 1915, de Bruno et Constant Garibaldi et de Lamberto Duranti, et le transfert des 226 corps de soldats italiens de Rouen à Naples, en août 1922. En conséquence, nous arrivons au chiffre de cinq cent quatre-vingt-treize militaires italiens transférés en Italie pour y reposer à jamais. Les autres restèrent en France témoignant du sacrifice italien. Pourtant à l'aube de la seconde guerre mondiale, à l'heure où les relations entre les deux sœurs latines étaient fort tendues, les sépultures italiennes en terre de France faillirent disparaître. En effet, au début de l'année 1939, le groupe fasciste de Milan lança une vaste souscription nationale, dont le montant des versements était destiné à couvrir les frais d'exhumation et de transfert des corps de tous les militaires italiens inhumés en France afin qu'ils reposassent en terre italienne. L'Agence d'Informations Transalpine expliqua ce geste par « les attaques et injures de la presse française à l'armée et au soldat italiens », dont la conséquence avait été une recrudescence du ressentiment national dans la péninsule⁶⁴. Il nous est impossible, faute de sources, de savoir, quelle fut la portée nationale et internationale de l'initiative du groupe fasciste milanais. Toutefois, l'attaché militaire italien près de l'ambassade royale d'Italie à Paris, le général Visconti Prasca, demanda des renseignements, au consul d'Italie à Reims, sur les cimetières italiens de Bligny et de Soupir et un éventuel transfert en Italie de tous les corps. Ce dernier fit une brève description des deux cimetières et ajouta que, par souci de sécurité envers les compatriotes italiens demeurant en France, toute translation de corps ne pourrait s'effectuer sans l'autorisation et la vigilance des autorités locales⁶⁵. En effet, il semblerait que la décision de transférer en Italie tous les militaires italiens inhumés à Bligny et Soupir fut mal acceptée en France. Le président de la fédération française de l'*Associazione Nazionale dei Combattenti Italiani* (ANCI), Giuseppe Ruffo di Baranello, écrivit, le 24 janvier 1939 à Amilcare Rossi, président de l'ANC, qu'il existait en France un mouvement contre la translation des militaires italiens inhumés à Bligny. Giuseppe Ruffo di Baranello avait reçu le matin même un journaliste de l'Agence d'Informations Fournier, venu lui demander son opinion sur ce projet. Le président de l'ANCI se garda bien de donner sa propre opinion et répondit que l'association se tenait

63. Elenco delle salme inumate in Francia e trasportate in Italia a spese della famiglia. Elenco delle salme inumate in Francia e trasportate in Italia a spese dello Stato. Fascicolo 3, busta n° 59, Rappresentanza diplomatica Francia, ASD.

64. *Transalpine*, communiqué du 20 janvier 1939, 18 heures. Fascicolo 4, busta n° 303, Rappresentanza diplomatica Francia, ASD.

65. Nota del Consolato italiano di Reims al generale Visconti Prasca, addetto militare presso la R. Ambasciata d'Italia, *sine data*. Fascicolo 4, busta n° 303, Rappresentanza diplomatica Francia, ASD.

en dehors de tout mouvement politique et qu'elle ne se mêlait pas à des questions de ce genre⁶⁶.

La seconde guerre mondiale stoppa tout projet de transfert, de la France vers l'Italie, des corps des militaires italiens. Ces derniers reposent toujours à Bligny et à Soupir et représentent aujourd'hui encore le sacrifice des militaires italiens venus se battre en France pendant la Grande Guerre.

Les hommes oublient. Seuls les cimetières de guerre, seules les blessures restent... Mais combien sont pleins de poésie ces cimetières de guerre en terre de France ! Quel poignant témoignage constituent les 5 000 tombeaux de la montagne de Bligny !⁶⁷

---

66. Copia della lettera di Giuseppe Ruffo di Baranello, presidente dell'ANCI, Federazione della Francia, all'On. Amilcare Rossi, presidente dell'ANC a Roma, 24 janvier 1939. Fascicolo 3, busta n° 303, Rappresentanza diplomatica Francia, ASD.

67. Association nationale des combattants italiens fédération française, *Croix de bois italiennes en terre de France*, Paris, 1930, p. 43.